

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

BUGAJSKI, Janusz. *Ethnic Politics in Eastern Europe. A Guide to Nationality Policies, Organizations, and Parties*. Armonk (N.Y.), M.E. Sharpe - The Center for Strategic and International Studies, 1994, 520p.

par Stanislav Kirschbaum

*Études internationales*, vol. 26, n° 3, 1995, p. 621-623.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703505ar>

DOI: 10.7202/703505ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

en Russie du type d'entrepreneurs appartenant à la classe moyenne qui, ailleurs en Europe, a enclenché le processus de démocratisation.

La culture politique russe est un autre obstacle qui a empêché jusqu'à maintenant le développement dans le pays d'une démocratie de style occidental. L'attachement à l'État centralisé, le manque de tolérance pour les opinions divergentes et l'absence d'esprit de compromis font qu'il est difficile de traduire dans les faits le concept de démocratie. Des sondages ont montré que les Russes favorisent le rétablissement de l'ordre par la force et sont plus attachés à la sécurité collective qu'à la protection des libertés individuelles. Et l'intolérance pour les idées des autres et la méfiance transforment souvent les discussions politiques en joutes oratoires. Une autre difficulté à l'établissement d'une démocratie pluraliste vient de l'absence de partis politiques qui jouissent d'un large support dans la population. Il existe certes de nombreux groupes mais, sans doute à cause de la rareté de chefs bien connus et d'envergure nationale, ce sont plus des factions que des partis jouissant d'un large appui dans la population. Les partis ne fonctionnent bien que dans des cadres ethniques ou des mouvements indépendantistes régionaux.

Enfin, comme le soulignent les auteurs, le succès de la transition du régime politique vers le pluralisme et la démocratie est lié à la transition de l'économie étatisée à l'économie de marché. Les deux processus étant générateurs d'instabilité, l'échec de l'un peut empêcher la réalisation de l'autre. Et les difficultés de la privatisation de l'économie ne sont pas moins grandes

que celles que l'on retrouve dans le domaine politique. Dans les deux cas, les institutions locales, régionales, professionnelles autant que les individus, tenus en tutelle pendant si longtemps, doivent apprendre à composer avec la nouvelle réalité. Pour analyser et comprendre ce qui se passe actuellement dans les pays nés de la disparition de l'URSS, les chercheurs n'ont pas de modèle car il est douteux que les expériences de retour à la démocratie de l'Espagne ou du Chili soient d'une grande utilité.

Gérard BEAULIEU

*Département d'histoire  
Université de Moncton, Canada*

## EUROPE CENTRALE

### **Ethnic Politics in Eastern Europe. A Guide to Nationality Policies, Organizations, and Parties.**

BUGAJSKI, Janusz. *Armonk* (N.Y.), M.E. Sharpe – *The Center for Strategic and International Studies*, 1994, 520p.

Pour le spécialiste de l'Europe centrale (définie jusqu'à récemment comme l'Europe de l'Est), l'étude de la vie politique de chaque pays dans la région pendant la période de la guerre froide était de toute simplicité. Il suffisait de voir quelle politique le Kremlin avait arrêté et ensuite suivre dans le bloc soviétique soit sa mise en œuvre, soit sa modification, parfois même son rejet. Depuis la fin de l'ère communiste en Europe, l'expérience démocratique a complètement changé le tableau politique et le spécialiste se voit obligé de suivre les développements politiques à l'échelle du pays plutôt que de la région. C'est un défi de taille, car il faut avoir non seule-

ment une connaissance de l'histoire de chacun des treize pays (l'auteur se penche uniquement sur l'ex-Europe de l'Est et par conséquent sont exclus les pays baltes, l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie, toutes naguère Républiques fédérées soviétiques), mais aussi les informations sur sa vie politique post-communiste, c'est-à-dire la documentation sur les partis, les organisations, les élites et les problèmes politiques, économiques et sociaux. Tout outil qui facilite ce défi rend un énorme service tant au spécialiste qu'à l'étudiant. C'est ce que l'ouvrage de Janusz Bugajski, parrainé par le Center for Strategic and International Studies à Washington, tente de faire en offrant au lecteur un manuel de la politique ethnique, de ses organisations et ses partis en Europe centrale.

Le thème de l'ouvrage est l'ethnicité et c'est en fonction de ce concept que le livre est organisé. Il comporte trois parties dans lesquelles on trouve une présentation de la politique ethnique des États de la région depuis la chute du communisme. La première partie, intitulée «La post-Yougoslavie : l'ethnicité multipliée», examine la situation en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Slovénie, en Macédoine, en Serbie et au Monténégro. Dans la deuxième partie, intitulée «Les Balkans : le nationalisme libéré», il s'agit de la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie. Quant à la troisième partie dont le titre est «L'Europe centrale : la renaissance de l'ethnicité», les pays examinés sont la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne et la Hongrie. Une introduction, une conclusion, un *post-scriptum* écrit à la fin de 1993, et des tableaux indiquant les acronymes

des partis politiques complètent l'ouvrage. Pour chaque pays, l'auteur offre d'abord des chiffres sur sa population, puis un bref aperçu historique, suivi d'un résumé de la politique ethnique auquel il ajoute une présentation des partis politiques qu'il qualifie de nationalistes et ceux représentant les groupes ethniques.

L'ouvrage est très détaillé, néanmoins il souffre d'un problème majeur de conceptualisation. Les concepts de nation et de groupe ethnique font l'objet d'un débat depuis des décennies ; que l'auteur ait décidé de ne pas le trancher dans l'introduction se comprend ; son refus par contre de faire une distinction entre eux, même subjective, résulte en une faiblesse conceptuelle qui marque la présentation. Nation et ethnicité ne sont pas le même concept même si le premier est souvent tributaire du second. La région est organisée politiquement sur des bases nationales, c'est-à-dire que les États qui la définissent sont contrôlés par des nations. Ces États abritent aussi des ressortissants d'autres nations qu'on définit d'habitude comme des minorités nationales ou encore des groupes ethniques. Tous les États ont une politique envers ces derniers. Ce sont eux qui font l'objet de cet ouvrage parce qu'ils ont la possibilité, et là l'auteur a raison d'y mettre l'accent, de déstabiliser la région. Bugajski examine aussi ce qu'il définit comme politique nationale mais qu'il limite principalement à l'attitude de chaque État envers leurs groupes ethniques. Cette limite dans la définition de la politique nationale est une des conséquences de la faiblesse conceptuelle de l'ouvrage.

La faiblesse est surtout évidente dans l'organisation de l'ouvrage. Le problème majeur que la région a connu et qui n'est pas encore résolu est la concurrence, voire la lutte entre nations partageant un même État. Deux pays qui ont depuis éclaté servent d'exemples : la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Il s'agit d'un problème de toute autre nature que celui d'une politique ethnique. De plus, historiquement il a provoqué des changements politiques majeurs dans la région. Une première partie aurait dû mettre l'accent sur cette problématique et examiner, avec ceux de l'ex-Yougoslavie, les pays successeurs de la Tchécoslovaquie. Ceci aurait évité à l'auteur quelques problèmes de présentation dans plusieurs chapitres, notamment celui sur la Slovaquie où l'analyse est loin d'être équilibrée. L'éclatement de ces deux pays représente l'échec du compromis politique entre nations dans un même État et mérite une analyse comparative. De plus, cet échec a des enseignements pour la politique ethnique comme le reconnaît l'auteur. D'où son importance et sa priorité dans l'analyse.

Au deuxième rang se situe le problème ethnique. Force est de reconnaître que les États d'Europe centrale sans exception ont toujours été dotés de groupes ethniques. Depuis le lendemain de la Grande guerre, lorsque l'Europe centrale était réorganisée, tous ont une obligation en droit international d'arrêter une politique envers eux. Aucun de ces pays ne peut être épargné des conséquences d'instabilité d'une mauvaise politique ethnique. Dans sa conclusion, l'auteur signale les approches et les différents

problèmes que pose la mise en œuvre de cette obligation.

Plutôt que de mettre cette problématique au deuxième rang des grands thèmes de la région, l'auteur la confond avec le nationalisme et divise sa présentation en trois parties. Cette division porte à confusion d'autant plus qu'aucune explication n'est donnée. Il est difficile par conséquent de comprendre le choix des quatre pays dans la troisième partie : deux sont successeurs d'un État qui s'est désintégré, la République tchèque et la Slovaquie et deux sont des États qu'on pourrait qualifier d'historiques, la Pologne et la Hongrie.

En somme, l'Europe centrale est une région dont l'hétérogénéité a forcé nations et groupes ethniques à trouver des solutions politiques. Devant une telle réalité tous les aspects de leur vie politique entrent en jeu. Or l'auteur a préféré se limiter à la problématique des groupes ethniques, d'où l'accent uniquement sur les partis nationalistes et ethniques. Leur importance pour l'avenir de la région est indéniable, mais le résultat est que de telles formations politiques comme Obcanska demokraticka strana (Parti démocratique civique) en République tchèque ou Solidarnosc (Solidarité) en Pologne sont absents de sa présentation. Cette carence est malheureuse et a pour conséquence de rendre l'ouvrage incomplet. Dommage, car il aurait fallu peu pour que cet ouvrage soit un excellent outil de recherche. Ceci dit, il est néanmoins riche et fort utile.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Programme d'études internationales  
Collège Glendon, York University, Toronto*